

## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2018

### MEMBRES PRESENTS : 8

Mmes N. Aubin, H. Fossat, N Zekryty  
Mrs R.Billot, F Bouyssou, JM Duleau, R Godfroy, , JL Pion,

**MEMBRES ABSENTS : 5** : L Bouyou, I. Petit (excusée), C. Vignaud, JP Landa (pouvoir JL Pion), P. Petit (excusé),

**SECRETAIRE DE SEANCE** : R Godfroy

### APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 novembre 2018

Le compte rendu du 22 novembre est approuvé après ajout des remarques de Mrs Pion et Landa

Votants	9	8+1 pouvoir
Pour	7	
Contre	0	
Abstention	2	N Zekryty, F Bouyssou (absents lors du CM précédent)

### - 2018-12-52 : Etablissement Public Foncier Nouvelle Aquitaine : Convention et Règlement.

Monsieur Bouges de l'EPFNA présente l'organisme et les missions qu'il propose aux collectivités Territoriales dans le cadre de la revitalisation, du développement ou de la densification de l'habitat. Lorsqu'un bien est mis en vente dans les zones prédéfinies par la commune et situées en zones U et Au du PLU, l'EPFNA négocie, achète le terrain pour la commune, recherche un opérateur dont le projet correspond aux exigences de la commune en termes d'urbanisme et lui rétrocède le foncier. Si au bout de 4 ans, aucun opérateur n'est trouvé, la commune devra racheter le terrain à l'EPFNA et rembourser les frais inhérents à ce portage.

N. Aubin précise que l'EPFNA est un organisme public au service des collectivités, ce n'est pas un aménageur. Il est financé par une taxe que nous payons tous déjà.

Roger Godfroy demande si une fois la convention signée la commune détient la possibilité de récupérer tous les terrains contre l'avis des particuliers.

Nadia Zekryty demande si les propriétaires des zones concernées par cette convention ont été informés Elle dit être gênée qu'ils n'aient pas le choix.

Nathalie Aubin rappelle que la commune a déjà le droit de préemption sur tout le territoire communal. Avec cette convention, elle transfère son droit à l'EPFNA pour certain secteur. Elle précise que ne peuvent être préemptés que des terrains mis en vente. La négociation foncière est un vrai métier. Elle pense que c'est une garantie pour la commune de se faire assister par des professionnels de surcroît par un service public.

### Délibération

L'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial au service des différentes collectivités, dont la mission est d'acquérir et d'assurer le portage de biens bâtis ou non bâtis sur le territoire régional.

Son rôle consiste à apporter aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, une ingénierie d'appui à l'action foncière et à la sécurisation des portages des biens fonciers et immobiliers, au moyen d'une organisation technique, juridique et financière adaptée.

L'EPF, qui n'est pas un aménageur, est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Les interventions de l'EPF sont guidées par les objectifs généraux suivants :

Favoriser les restructurations des bourgs-centres ;

Renforcer la cohésion sociale des territoires en favorisant la mixité sociale, le désenclavement social, le développement de l'emploi et de l'activité économique ;

Favoriser l'accès au logement abordable, en particulier dans les centres bourgs et les centres villes ;



Reconvertir les friches vers des projets poursuivant des objectifs d'habitat, de développement agricole local (développement du maraîchage, par exemple) ou de création de « zones de biodiversité » ;

Accroître la performance environnementale des territoires et contribuer à la transition énergétique ;

Maîtriser l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels et agricoles ;

Accompagner les collectivités confrontées aux risques technologiques ou naturels.

L'EPF Nouvelle-Aquitaine peut assister les collectivités dans leurs ambitions en matière de création de logements, de restructuration d'emprises foncières, de revitalisation de centres-bourgs ou centres-villes, de structuration de l'activité économique.

Il a pour mission, dans le cadre de conventions, la réalisation d'acquisitions foncières, dans la réalisation d'études préalables à son intervention sur des fonciers identifiés, ou pour repérer des fonciers d'intérêt pour des projets portés par la collectivité ou par un opérateur désigné en commun. L'EPF intervient en règle générale dans le cadre de conventions cadres qui permettent de s'assurer de la cohérence de son intervention avec les démarches impulsées par la commune ou l'EPCI.

Madame La Maire indique aux membres du conseil municipal qu'elle a sollicité l'EPF Nouvelle Aquitaine pour assister la commune de Haux dans ses projets d'aménagements futurs.

Les termes et objectifs de la collaboration sont définis dans un règlement d'intervention et fait l'objet d'une convention tripartite EPF, commune de Haux et Communauté des Communes du Créonnais du fait de la compétence PLUi de la Ccc.

Madame La maire demande aux membres du conseil municipal de

- VALIDER le projet de convention opérationnelle et le règlement d'intervention entre l'EPF Nouvelle-Aquitaine, la commune de Haux et la Communauté de communes du Créonnais, documents présentés aux membres du conseil municipal et annexés à la présente délibération.

- AUTORISER Madame La Maire à signer ladite convention et le règlement.

Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal, la voix de Mme La Maire valant double en cas d'égalité des votes.

- Valident le projet de convention opérationnelle et de règlement d'intervention,

- Autorisent Mme la Maire à signer la convention opérationnelle et le règlement d'intervention avec l'EPF NA.

votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-52
Pour	4		
Contre	4	JL Pion pour lui-même et JP Landa dont il a le pouvoir, F Bouyssou, R Godfroy,	
Abstention	1	N Zekryty	

## **- 2018-12-53 : SDIS : CONTRIBUTION COMMUNALE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU SDIS 2019.**

### **Préambule explicatif**

Madame La Maire fait le compte rendu de la réunion qui s'est tenue le 11 octobre 2018 au Conseil Départemental de la Gironde.

Elle rappelle en préambule que la qualité du service public d'incendie et de secours, ainsi que sa présence de proximité dans tous les territoires, relève de la responsabilité collective. Il est indispensable de le conforter au regard de son implication quotidienne dans la vie de nos concitoyens.

Elle présente les propositions du département afin de pérenniser ses capacités d'intervention au regard de la sollicitation opérationnelle et reprend les termes de l'exposé de M. le Président du Conseil d'administration du SDIS 33.

Il s'agit d'un enjeu majeur pour la protection des personnes et des biens sur le territoire girondin.

Pour rappel, en Gironde, entre 2002 et 2018, la population DGF girondine a cru de 271 370 habitants dont 110 401 sur le territoire métropolitain, 14 195 sur celui de la COBAS et 146 774 sur les autres intercommunalités du département. Cette croissance démographique se répercute inéluctablement sur les besoins d'intervention de tous types : pression touristique, croissance urbaine, transport fluvial...



Dans le même temps, le secours à personne représente près de 80 % des 130 000 interventions des services d'incendie et de secours girondins.

Le Département a assuré le complément financier nécessaire au maintien d'un service de sécurité et d'incendie auquel nous sommes tous attachés.

Dans ses conclusions, le groupe de travail, réunissant le président de la Métropole, les présidents de la CALI, COBAN et COBAS, le Président de l'Association des Maires de la Gironde et le président du Département, installé par M le Préfet a proposé le scénario suivant :

- une montée progressive de rattrapage des écarts de cotisations liées aux réalités des populations desservies ;
- une actualisation sous forme de contribution volontaire annuelle avec signature d'une convention annuelle conclue entre le SDIS et les collectivités contributrices ;
- une répartition plus adaptée aux fonctionnements et aux investissements du SDIS au cours des trois prochaines années.

Sur ces principes, des négociations ont été engagées. Il est donc proposé de pallier le besoin de financement du SDIS par une contribution volontaire de Bordeaux Métropole, des EPCI et du Département. Car l'objectif principal est de maintenir la qualité opérationnelle des services d'incendie et de secours et des casernements qui maillent le territoire girondin, sans pour autant faire peser brutalement un rattrapage sur les finances de nos collectivités.

Dans le cadre de la réunion du 11 octobre, les propositions de participations supplémentaires au budget 2019 du SDIS de la Gironde ont été présentées :

- Bordeaux Métropole : 1,5 M€ de participation de fonctionnement et 2 M€ de subvention d'investissement ;
- Communautés de communes et d'agglomération : 1,2 M€ de participation de fonctionnement et 50% des travaux de construction des casernements ;
- Département : 0,9 M€ en fonctionnement et 2 M€ en investissement.

Le président de Bordeaux Métropole a donné son accord de principe. Une démarche commune sera conduite par le Département et la Métropole pour faire valider par Monsieur le Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine l'exclusion de cette participation volontaire du pacte financier signé avec l'Etat. Ce pacte contraint Bordeaux Métropole à ne pas augmenter ses dépenses de fonctionnement de plus de 1,35 % par an.

La contribution volontaire de chaque collectivité est calculée au prorata de sa population DGF 2018 par rapport à la population totale DGF 2018 des EPCI hors Bordeaux Métropole selon la formule suivante :

**$1.2M \text{ d'€} \times \text{population DGF 2018 CT} / \text{Population totale DGF 2018 CT hors Bordeaux Métropole}$**

Pour l'année 2019, cet engagement sera acté dans une convention conclue entre le SDIS de la Gironde et la commune. Elle emportera notamment la gratuité du contrôle des poteaux d'incendie implantés sur le territoire de chaque commune, si le titulaire détenant la compétence le souhaite.

Madame la Maire donne lecture du projet de convention (jointe en annexe).

M. le Président du CA du SDIS s'est engagé à remplir 3 conditions en partenariat étroit entre le Département, la Métropole et l'Association des Maires de la Gironde :

- La signature systématique d'une convention ANNUELLE. La première concernera l'année 2019.
- L'élaboration d'une prospective qui appréhende des moyens du SDIS en parallèle des évolutions démographiques
- Une démarche visant à améliorer l'organisation du secours à personne revisitée avec ses différents acteurs. Les problématiques de temps d'attente et de carences devront trouver des solutions.



**Subventions de fonctionnement 1,2 M€  
CRITERE POPULATION**

montant des subventions de fonctionnement par EPCI ou par communes – Communauté de Communes du Gréonnais				
		Population DGF 2002	Population DGF 2018	Evolution population
Communauté de Communes du Gréonnais	BARON	886	1 180	294
	BLEIGNAC	257	323	66
	CAPIAN	641	730	89
	CAMIAC-ET-SAINT-DENIS	261	372	111
	CREON	2 952	4 673	1 721
	CURSAN	446	657	211
	HAUX	752	841	89
	LA SAUVE MAJEURE	1 379	1 513	134
	LE POUT	343	601	258
	LOUPES	450	757	307
	MADIRAC	161	230	69
	SADIRAC	3 060	4 178	1 118
	SAINT GENES DE LOMBAUD	260	387	127
	SAINT LEON	254	352	98
	VILLENAVE-DE-RIONS	289	319	30
TOTAL		12 391	17 113	4 722

### Proposition de Madame La Maire

Madame la propose :

- de valider la convention telle que présentée en annexe avec le SDIS de la Gironde,
- de l'autoriser à la signer et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

### Délibération proprement dite

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

- Valide la convention telle que présentée en annexe avec le SDIS de la Gironde
- Autorise Madame La Maire à signer la convention précitée et à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-53
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0	JL Pion, JP Landa n'étaient pas d'accord	

### - 2018-12-54 : TARIFS COMMUNAUX 2019.

Madame La Maire précise que tout tarif appliqué doit être décidé en conseil municipal avant la date d'application, elle propose d'adopter les principaux tarifs (salle communale, eau assainissement, concessions au cimetière etc.. applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Madame La Maire présente la délibération des tarifs 2018 et propose de les actualiser pour 2019.

Après en avoir délibéré les membres du conseil municipal adoptent les tarifs suivants applicables a/c du 01.01.2019

#### 1) EAU - ASSAINISSEMENT ET SERVICES ASSOCIES

- Eau, le m<sup>3</sup> (hors taxes et location compteur) **1,85 €**
- Assainissement, le m<sup>2</sup> (hors taxes et ou redevances) **2,85 €**

**Nota :** Compte tenu des éléments financiers d'influence (travaux .....) les tarifs sont susceptibles de modifications au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, après étude approfondie réactualisée annuellement

- Abonnement compteur de 15 ou 20 **20,00 €**
- Abonnement compteur de 30 **52,00 €**
- Branchement et pose de compteur de 15, 20 ou 30(y .c fourniture de la caisse ou du coffret en aérien ou souterrain)

#### devis mairie

- Remplacement compteur de 15 seul (demande ou négligence de l'abonné) **120,00 €**
- Remplacement compteur de 20 seul **150,00 €**
- Remplacement compteur de 30 seul **290,00 €**
- Remplacement seul caisse à compteur ordinaire (hors fond de caisse de caisse à charge abonné). **70,00 €**
- Remplacement seul caisse à compteur renforcée (hors fond de caisse à charge abonné). **180,00 €**
- Remise en eau après fermeture **55,00 €**
- Redevance pour le contrôle de l'assainissement non collectif (fixée en 2007 par délibération du



**2) PRESTATIONS EAU-ASSAINISSEMENT (établies à l'occasion de devis)**

- 30,00 € TTC l'heure par employé communal
- coefficient multiplié par 1,20 sur les pièces facturées HT par les fournisseurs

**3) PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - PFAC (ex PRE)**

en sus des tarifs de raccordement au réseau d'eau potable mentionnés au point 1

- tarifs PFAC : 5 000 €
- le cas des lotissements fait l'objet d'une décision séparée.
- applicable aux permis de construire des habitations dont la construction (ou la rénovation) est postérieure à la pose du collecteur et recouverte immédiatement dès notification de l'autorisation d'urbanisme correspondante.

**4) TARIFS DE LOCATION DE LA SALLE COMMUNALE ET DU MATERIEL****\* Salle communale (130 personnes assises maximum), cuisine comprise**

Madame La Maire propose que la caution soit versée en 2 chèques dont un de 50€ pour le ménage afin de pouvoir facturer la prestation en cas de nécessité de nettoyage après location quel que soit la personne ou l'organisme qui aura loué la salle.

- particuliers de la commune : 120 € avec caution de 500 € (450 + 50)
- particuliers hors commune : 550 € avec caution de 800 € (750 + 50)
- associations communales : gratuit avec caution de 100€ (50+50€) à l'année
- associations hors commune comprenant au minimum 5 Hauxois : gratuit avec caution de 350 € (300+50)
- associations hors commune : 300 € avec caution de 800€ (750 + 50)

**\* Matériel : tables et chaises (hors tables rondes)**

- Particuliers de la commune : gratuit avec caution de 250€
- Associations communales : gratuit avec caution de 250€
- Forfait dégradation : 40 € par table rectangulaire - 30 € par chaise

*Nota* : Les tables "rondes" sont réservées à la municipalité et aux associations de la commune (après avis favorable du maire).

**5) FOURRIERE MUNICIPALE**

Forfait ..... 50 € / jour / animal

Capture par SACPA forfait de capture entre 96 € et 120 € HT (selon les tarifs du SACPA en vigueur)

**6) TARIFS BIBLIOMEDIA (harmonisés avec ceux de la CCC)**

\* **Bibliothèque** (adhésion annuelle) - le prêt de livres en lui-même est gratuit.

Commune et CDC (tarifs commune)

- . Adultes : ..... 8 € / an
- . Enfants et adolescents (jusqu'à 18 ans) : ..... gratuit
- . Cas particuliers (demandeurs d'emploi, étudiants, ...) : ..... gratuit

Hors CDC

- . Adultes : ..... 10 € / an
- . Enfants et adolescents (jusqu'à 18 ans) : ..... 4 € / an
- . Réduction pour des cas particuliers (demandeurs d'emploi, étudiants, ...) : ..... 4 € / an
- . Enfants du RPI : (dans le cadre des activités scolaires) : ..... gratuit

\* **Accès multimédias et Internet** (adhésion commune à la bibliothèque)

Première heure gratuite, puis 2 € par heure complète (sous réserve de disponibilité d'accès) gratuit pour les demandeurs d'emploi.

**7) CIMETIERE**

- **Dépositaire** : 8 € par mois (les 3 premiers mois) 25 € par mois (du 4e au 6e mois) 40 € par mois (du 7e au 9e mois)

- **Concessions** : par m<sup>2</sup> d'emprise longueur de 3,50m et largeurs soit de 1,30m, 2m et 3m selon le cas  
régime de 15 ans = 40 € régime de 30 ans = 60 € régime de 50 ans = 120 €

- **Colombarium** : régime à 5 ans = 300 € régime à 10 ans = 550 €

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-54
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		



**- 2018-12-55 : ANTICIPATION DE CERTAINES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AU BUDGET M14 (AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2019)**

Préalablement au vote du budget primitif 2019, la commune de Haux ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2018. Afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1er trimestre 2019, le Conseil Municipal peut par anticipation, en vertu de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2018.

Madame La Maire propose de retenir les programmes suivants :

PROGRAMME	Montant Budget 2018	Anticipation Maximale	Montant proposé
101 Cimetière	47 400,60 €	11 850,00 €	5 000,00 €
102 Matériel	27 000,00 €	6 750,00 €	6 750,00 €
103 Salle culturelle	6 736,20 €	1 680,00 €	1 680,00 €
104 Bâtiments communaux	32 472,52 €	8 110,00 €	8 110,00 €
105 Urbanisme	61 123,40 €	15 280,00 €	5 000,00 €
106 Défense incendie	10 500,00 €	2 625,00 €	2 625,00 €
107 Eclairage public	24 521,00 €	6 130,00 €	6 130,00 €
108 Gestion différenciée	10 914,60 €	2 720,00 €	2 720,00 €
109 Logements communaux	233 682,10 €	58 420,00 €	10 000,00 €
110 Eglise	81 072,00 €	20 260,00 €	20 260,00 €
118 Bureautique Informatique téléphonie	4 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
119 Voirie	124 336,53 €	31 080,00 €	31 080,00 €
122 Renforcement électrique	17 355,00 €	4 330,00 €	4 330,00 €

Madame La Maire demande au Conseil Municipal qui accepte, l'autorisation de mandater les dépenses d'investissement 2019 des budgets M 14 dans la limite des crédits repris ci-dessus avant le vote du budget primitif de 2019.

Les membres du conseil municipal après délibération

Autorisent Mme La Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement par anticipation du budget primitif 2019, dans les conditions prévues à l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales, pour les dépenses afférentes de la section investissement tous articles confondus dans la limite des sommes ci-après retenues :

PROGRAMME	Article	Montant Budget 2018	Anticipation retenue 2019
101 Cimetière	2128	47 400,60 €	5 000,00 €
102 Matériel	2188	27 000,00 €	6 750,00 €
103 Salle culturelle	2031	6 736,20 €	1 680,00 €
104 Bâtiments communaux	21312	32 472,52 €	8 110,00 €
105 Urbanisme	2111	61 123,40 €	5 000,00 €
106 Défense incendie	21568	10 500,00 €	2 625,00 €
107 Eclairage public	21534	24 521,00 €	6 130,00 €
108 Gestion différenciée	2121	10 914,60 €	2 720,00 €
109 Logements communaux	21318	233 682,10 €	10 000,00 €
110 Eglise	21318	81 072,00 €	20 260,00 €
118 Bureautique Informatique téléphonie	2183	4 000,00 €	1 000,00 €
119 Voirie	2151	124 336,53 €	31 080,00 €
122 Renforcement électrique	21534	17 355,00 €	4 330,00 €

Votants	9	<b>8+1 pouvoir</b>	<b>Délibération 2018-12-55</b>
Pour	7		
Contre	2	JL Pion pour lui-même et JP Landa dont il a le pouvoir sont contre la somme des logements	
Abstention	0		

**- 2018-12-56 : ANTICIPATION DE CERTAINES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AU BUDGET M49 (AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2019)**

Jean-Luc Pion s'étonne que les travaux de la canalisation de Lagasse soient prévus alors que la route vient d'être refaite. Romain Billot précise que ces travaux sont sur la route départementale et non sur celle de Lagasse et permettront l'augmentation de la pression au niveau du poteau incendie.



Préalablement au vote du budget primitif 2019, la commune de Haux ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2018. Afin de faciliter les dépenses d'investissement du 1er trimestre 2019, le Conseil Municipal peut par anticipation, en vertu de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, autoriser le maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2018.

Madame La Maire propose de retenir les programmes suivants :

PROGRAMME	Montant Budget 2018	Anticipation Maximale	Anticipation proposée
201 travaux château d'eau	596,40 €	140,00€	140,00€
203 Poste de relevage	5 000,00 €	1 250,00 €	1 250,00 €
223 Travaux divers sur réseaux	10 612,81 €	2 650,00 €	2 650,00 €
224 Travaux réseaux assainissement	10 446,00 €	2 610,00 €	2 610,00 €
242 Canalisation AEP Lagasse	28 774, 20 €	7 215,00 €	7 215,00 €
245 Réhabilitation forage	282 000,00 €	70 500,00 €	70 500,00 €

Madame La Maire demande au Conseil Municipal qui accepte, l'autorisation de mandater les dépenses d'investissement 2019 du budget M 49 dans la limite des crédits repris ci-dessous avant le vote du budget primitif de 2019.

Les membres du conseil municipal après délibération

Autorisent Mme La Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement par anticipation du budget primitif 2019, dans les conditions prévues à l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales, pour les dépenses afférentes de la section investissement tous articles confondus dans la limite des sommes ci-après retenues :

PROGRAMME	Articles	Montant Budget 2018	Anticipation retenue 2019
201 travaux château d'eau	2158-201	596,40 €	140,00€
203 Poste de relevage	2158-203	5 000,00 €	1 250,00 €
223 Travaux divers sur réseaux	21531-223	10 612,81 €	2 650,00 €
224 Travaux réseaux assainissement	2158-224	10 446,00 €	2 610,00 €
242 Canalisation AEP Lagasse	21531-242	28 774, 20 €	7 215,00 €
245 Réhabilitation forage	2154-245	282 000,00 €	70 500,00 €

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-56
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-12-57 : PROJET DE SALLE CULTURELLE : CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA CCC**

Mme La Maire précise que si la commune souhaite réaliser la construction de la salle culturelle, il est indispensable d'obtenir des subventions. Elle rappelle qu'il s'agit de construire une salle communale (activités associatives, scolaires, réunions, location au particulier) à vocation intercommunale par l'accueil du JOSEM (Jeune Orchestre Symphonique de l'Entre Deux Mers).

Aujourd'hui, les critères d'éligibilité aux subventions ne permettent plus à une commune d'être aidée, seule la CCC est susceptible de l'être. Elle propose donc de demander à la CCC d'accepter une délégation de maîtrise d'ouvrage.

Roger Godfroy craint que la CCC ne restitue pas les subventions à la commune ou qu'elle en garde une partie.

Nathalie Aubin explique le déroulé des décisions :

1. Demander à la CCC si elle accepte la délégation
2. Si oui, une convention est rédigée en commune précisant les engagements de chacune des collectivités, notamment financiers.



### 3. Cette convention sera soumise au vote conseil municipal

Elle précise que la CCC facturera uniquement les frais de gestion de ce mandat (temps de travail administratif). La totalité des subventions sera reversée à la commune. La commune assurera toutes les dépenses et gardera tout pouvoir de décision sur la nature et la forme du projet.

Roger Godfroy et Jean-Luc Pion n'ont pas confiance dans la CCC.

Romain Billot leur demande de faire confiance. Huguette Fossat ajoute que c'est le seul moyen pour la commune d'avoir des subventions.

Nathalie Aubin précise que l'engagement de la commune n'interviendra qu'au moment de la signature de la convention, convention qui sera soumise au conseil. Si sa proposition n'est pas approuvée par ce conseil, cela voudra dire que le conseil ne veut pas de ce projet alors que ce même conseil a voté depuis 2012 la réalisation d'études pour ce même projet.

La commune de Haux porte depuis 2012 le projet de créer une salle culturelle à portée intercommunale avec notamment une salle pouvant accueillir le JOSEM (association d'intérêt communautaire) pour ses répétitions et son administration.

En 2012 une étude de marché et de positionnement a été réalisée par l'agence AVEC. Cette étude consistait à faire un diagnostic territorial des besoins en termes d'équipements culturels.

Suite à cette étude, trois scénarii avaient été proposés au conseil municipal. Ce dernier a retenu le programme 3 à vocation intercommunale.

Un architecte programmate a été missionné pour l'élaboration du programme correspondant à ce scénario.

Ce programme a été validé par délibération du conseil municipal.

La Loi MOP et l'ordonnance 2004-566 du 17/06/2004 prévoient que « lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs Maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. »

Dans un souci de cohérence mais également pour coordonner les interventions et optimiser les recettes d'investissement, il est proposé de déléguer la maîtrise d'ouvrage de ces opérations à la CCC.

Pour ce faire, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sera étudiée. Elle précisera les conditions de ce transfert de la commune de Haux à la CCC et détaillera les droits et obligations de chacune des parties ainsi que les responsabilités inhérentes à ce projet, les modalités financières et de remboursement des frais par la commune de Haux à la CCC.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la délibération suivante :

- demander à la CCC d'accepter le principe de mandat de « maîtrise d'ouvrage déléguée » pour la construction de la salle culturelle.
- de charger Mme La Maire de rédiger avec la CCC la convention ainsi que toutes les pièces du dossier une fois l'accord de principe de la CCC validé.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-57
Pour	5		
Contre	2	F Bouyssou, JL Pion pour JP Landa dont il a le pouvoir	
Abstention	2	R Godfroy, JL Pion	

### **- 2018-12-58 : DECISION MODIFICATIVE M49**

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal de la nécessité de procéder à une régularisation d'écriture et d'augmenter des crédits afin de mandater des dépenses d'investissement et d'exploitation sur le budget M49.

Elle propose les mouvements suivants :



DM M49 régularisations							
Articles	Dépenses Prévue au BP	Dépenses à modifier	Total après DM	Articles	Recettes prévues au BP	Recettes	
<b>Investissement</b>							
D21531-246 mingot	28 774,20 €	-28 774,20 €	0,00 €				
D21531-242 Lagasse	0,00€	28 774,20 €	28 774,20 €				
<b>Exploitation</b>							
D022	8 250,00€	-100,00 €	7 997,49 €				
D701249 (014)	13 300,00€	100,00 €	13 400,00 €				
		0,00 €				0,00 €	

Après délibération, les membres du conseil municipal valident les mouvements de crédits proposés.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-58
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-12-59 : DECISION MODIFICATIVE M14**

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal de la nécessité de procéder à une régularisation d'écriture sur le budget M14 à la demande de la Trésorerie.

Elle propose les mouvements suivants :

DM M14 régularisations des dépenses d'investissements			
Augmentation Crédits Investissements	Dépenses	Augmentation des crédits investissements	Recettes
C21318 (041)	3 465,60 €	2031 (041)	3 465,60 €
C21318 (041)	4 320,00 €	2315 (041)	4 320,00 €
C21318 (041)	2 990,00 €	2032 (041)	2 990,00 €
	<b>10 775,60 €</b>		<b>10 775,60 €</b>

Après délibération, les membres du conseil municipal valident les mouvements de crédits proposés.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-59
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-12-60 : COMPTEURS LINKY**

Madame La Maire précise qu'il s'agit de la 3<sup>ème</sup> délibération. Les 2 autres délibérations ayant été attaquées au Tribunal Administratif. Elle précise qu'une réunion publique est organisée le 14 décembre dans la salle communale par le collectif stop-Linky.

#### **Délibération du conseil municipal de Haux portant refus du déclassement des compteurs d'électricité existants et de leur élimination**

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les compteurs d'électricité sont des ouvrages basse tension du réseau public de distribution ;

Considérant que les compteurs sont affectés au service public de distribution de l'électricité et font l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 322-4 du code de l'énergie, les ouvrages des réseaux publics



de distribution sont la propriété des collectivités publiques et de leur groupement désignés au IV de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les compteurs relèvent du domaine public de la commune ;

Considérant que la compétence d'autorité organisatrice d'un réseau public de distribution a été transférée par la commune à un établissement public ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de l'établissement public des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence ;

Considérant que la mise à disposition des biens, et notamment des compteurs électriques, n'emporte pas un transfert de propriété de ces biens qui demeurent la propriété de la commune ;

Considérant que la décision de remplacer les compteurs existants par un compteur communicant n'a pas, par sa nature et sa portée, le caractère d'une décision de gestion qui relèverait de la compétence de l'établissement public ;

Considérant qu'en cas de désaffectation d'un bien du domaine public d'une commune mis à la disposition d'un établissement public, la commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien ;

Considérant que la destruction, l'élimination ou le recyclage des compteurs électriques existants implique leur aliénation, ce qui suppose une décision préalable de déclassement ;

Considérant que la décision de déclassement d'un bien va au-delà d'un simple acte de gestion relevant de la compétence de l'établissement public ;

Considérant que la commune, en tant que propriétaire des compteurs, est seule compétente pour prononcer le déclassement d'un bien de son domaine public et son élimination ;

Considérant que l'établissement public ne peut pas aliéner les compteurs existants sans le consentement préalable de la commune et le déclassement préalable des compteurs ;

Considérant que la commune se doit de respecter la volonté de ses administrés dans leur choix sur le remplacement ou non de leurs compteurs ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Refuse le déclassement des compteurs d'électricité existants ;
- Interdit l'élimination des compteurs existants et leur remplacement par des compteurs communicants Linky sans le consentement préalable de la commune et une décision de désaffectation de la part de son Conseil municipal.

Les membres du conseil approuvent la délibération concernant les compteurs linky.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-60
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

#### **- 2018-12-61 : DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR ESTER EN JUSTICE POURVOI EN CASSATION DEVANT L CONSEIL D'ETAT (ACHAT D'EAU AVEC LE SYNDICAT DES EAUX DE LANGOIRAN)**

Mme La Maire informe le conseil municipal que le Tribunal Administratif a rejeté la requête de la commune lors du jugement en date du 6 novembre. La commune est condamnée à payer 1500€ au syndicat. Elle rappelle la commune avait attaqué le Syndicat sur sa délibération qui considérait la commune comme un consommateur particulier en cas de non signature de la convention qui était proposée. Convention que la commune a toujours refusé de payer, le prix de vente en gros de l'eau proposé étant inacceptable.

Mr Pion informe qu'il y aurait déjà une jurisprudence sur ce sujet, Mme la Maire lui répond qu'elle est preneuse de cette information.

L'avocate a informé la commune de la possibilité de faire un recours en cassation devant le Conseil d'État.

#### **Délibération**

Madame La Maire informe les membres du conseil municipal que la cour d'Appel a rendu son jugement le 6 novembre 2018 et a rejeté la requête de la commune de Haux.



L'avocate en charge du dossier a évoqué la possibilité pour la commune de présenter un recours devant le Conseil d'Etat. Le dossier serait défendu par un confrère qui par mail du 27 novembre 2018 précisait la date limite de ce recours fixée au 6 janvier 2019 et les modalités financières de sa défense.

Le coût pour l'ouverture du dossier et la consultation est estimé à 2800€ HT (3360€ TTC) auxquels s'ajouteraient les frais de 2200€ HT (2640€ TTC) si la commune décidait de donner suite.

Madame La Maire propose de suivre les recommandations de l'avocate et de présenter un recours devant le Conseil d'Etat si l'étude du dossier le permet.

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal de l'autoriser à déposer une requête auprès du Conseil d'Etat pour se pourvoir en cassation.

**Les membres du Conseil Municipal autorisent Mme La Maire à déposer une requête Pour se pourvoir en cassation devant le -Conseil d'Etat.**

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-61
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

**- 2018-12-62 : Mise à disposition de Mme Laurence Landa vers la mairie de St Genes de Lombaud**

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que par délibération 2018-02-01, la commune de Haux a accepté la mise à disposition de Mme Laurence Landa vers la commune de Saint Genes de Lombaud jusqu'au 31 décembre 2018. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018, Madame Landa assure le secrétariat sur la commune de Saint Genes de Lombaud.

Par courrier du 6 décembre 2018 Mme Landa et la commune de Saint Genes ont demandé une prolongation de 6 mois de cette mise à disposition, l'agent titulaire du poste ayant sollicité une prolongation de 6 mois de son détachement vers la DRAC.

Madame La Maire sollicite l'accord des membres du conseil municipal.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,


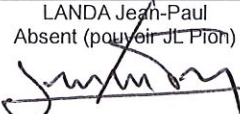



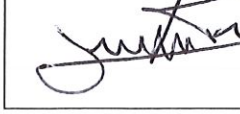
**Emet** un avis favorable au renouvellement pour 6 mois de cette mise à disposition

**Charge** la Maire de signer pour l'agent concerné, la convention de mise à disposition de personnel avec la commune de Saint Genes de Lombaud.

Votants	9	8+1 pouvoir	Délibération 2018-12-62
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	1	JL Pion pour JP Landa dont il a le pouvoir	

**DIVERS**

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 22 heures 15.

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul Absent (pouvoir JL Pion) 	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	PETIT Isabelle Absente excusée
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure Absente	BOUYSSOU Francis	PETIT Patrick Absent excusé	
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia	FOSSAT Huguette 